

**DE LA REVOLUTION A L'EVOLUTION. LA
TRANSFORMATION DU MOUVEMENT
REPUBLICAIN IRLANDAIS A LA FIN DU XX E
SIECLE**

Yann Bevant

► **To cite this version:**

Yann Bevant. DE LA REVOLUTION A L'EVOLUTION. LA TRANSFORMATION DU MOUVE-
MENT REPUBLICAIN IRLANDAIS A LA FIN DU XX E SIECLE. Boomerang, 2019. hal-03268162

HAL Id: hal-03268162

<https://hal-unc.archives-ouvertes.fr/hal-03268162>

Submitted on 23 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DE LA REVOLUTION A L'EVOLUTION. LA TRANSFORMATION DU MOUVEMENT REPUBLICAIN IRLANDAIS A LA FIN DU XX^E SIECLE

RESUME : La question d'Irlande du Nord relève d'un conflit entre intérêts communautaires antagonistes, et en conséquence d'un conflit issu d'interprétations divergentes de l'Histoire. Le républicanisme irlandais contemporain constitue l'une de ces interprétations, et il s'est caractérisé par une propension à la fragmentation du fait d'un corps de doctrine que l'on pourrait qualifier de « messianique »: la Vérité dont le républicanisme se veut le héraut ne pouvait faire l'objet d'aucune négociation, d'aucun compromis, aussi l'histoire du mouvement républicain est-elle jalonnée d'une longue suite de scissions qui ont suivi chaque concession majeure, la plus sanglante étant celle de la guerre civile de 1922-23 entre partisans et adversaires du traité de 1921. Toutefois l'IRA et le Sinn Fein provisoires (« Provisionals ») ont conduit ce dernier à un carrefour de sa propre histoire. La participation croissante aux processus politiques a conduit à l'ébauche puis à l'affirmation d'une stratégie pragmatique conduisant à l'abandon de la lutte armée et au compromis, ce qui contredit fondamentalement la posture messianique du mouvement. L'acceptation de l'accord du Vendredi saint suggère une redéfinition de la nature du républicanisme irlandais contemporain, ce que reflète l'évolution des ex-prisonniers républicains et le rôle joué par leurs organisations. Au sectarisme issu de l'approche messianique et de l'affrontement armé, le Sinn Fein a substitué une logique – doit-on parler de stratégie ? – de tolérance inclusive et pacifique à travers des associations comme Coiste na nArchimi, logique qui a contribué à dissiper l'image sulfureuse du mouvement, à le normaliser, et à populariser le but ultime vers lequel il tend: la réunification de l'Irlande.

L'Irlande du Nord – ou le Nord de l'Irlande suivant la coloration que l'on souhaite donner à la terminologie – a connu de 1969 à 1998 ou tout au moins jusqu'au cessez-le-feu de 1994 une période sanglante qui n'a épargné aucune famille : la violence politique a fait 3289 morts et 43216 blessés, 18258 personnes ont été emprisonnées, pour une population globale d'environ 1,5 million d'habitants sur un territoire de 14139 km² [Bévant 2018, 89]. On comprend dès lors que le terme officiel de « Troubles » utilisé par les autorités britanniques pour qualifier cette période est un euphémisme : la situation relevait plus d'une guerre civile que de problèmes de maintien de l'ordre, même si la stratégie des gouvernements britanniques a pendant longtemps consisté à criminaliser le mouvement républicain.

Chiffres et statistiques n'ont d'intérêt que s'ils contribuent à l'analyse des problématiques qu'ils posent, à la compréhension du contexte historique dans lequel ils s'inscrivent. Comme a pu le dire Martin Mansergh, l'un des négociateurs du processus de paix et architecte du cessez-le-feu de 1994 : « in many ways in Ireland History is ideology » [Bévant 2005, 149]. Le conflit qui a secoué l'Irlande du Nord pendant près de trente ans est à la fois le produit de son contexte, mais aussi l'avatar de l'ancienne question d'Irlande issue des colonisations successives et plus particulièrement de celle qui connaît son apogée sous Jacques I. Suite à la défaite des clans O'Neill et O'Donnell au début du XVII^e siècle, la Couronne va mettre en place une politique de colonisation de peuplement en Ulster qui n'a

pas d'équivalent proportionnel en Europe dans la période moderne¹ sauf peut-être la politique de colonisation de la France en Algérie après 1830 [Bennoune ; Stora]. L'objectif de Jacques I – qui est aussi Jacques VI d'Écosse – est double : faire de l'Ulster, cœur de la résistance gaélique à la présence anglaise, un bastion de loyauté à la Couronne et réduire l'hostilité des presbytériens envers une dynastie écossaise d'origine catholique convertie à l'anglicanisme. La proximité géographique de l'Écosse explique que la majorité des colons en soient issus, mais on comprend qu'il y a aussi un autre enjeu. La réduction de la question du Nord à un conflit religieux par les observateurs mal éclairés tient dans cette origine de la confiscation des terres des natifs catholiques au bénéfice de colons protestants. Au XVII^e siècle, le seul vecteur idéologique est le vecteur religieux, et il va cristalliser durablement l'ensemble des causes identitaires et économiques du conflit entre les communautés.

Si la question d'Irlande du Nord peut donc être perçue comme fondée sur un conflit entre intérêts communautaires antagonistes, il convient également de prendre en compte que ceux-ci ont généré des lectures et des interprétations divergentes de l'Histoire qui ont contribué à creuser le fossé entre les communautés. Le républicanisme irlandais représente l'une de ces interprétations. Paradoxalement née comme doctrine chez les presbytériens sous l'influence de la révolution française, l'idée républicaine nationaliste va à partir du XIX^e siècle être perçue par une majorité de protestants comme l'expression la plus achevée de la volonté de revanche et de domination d'une Irlande catholique qui ne reconnaît pas leur identité comme légitime.

Né avec le mouvement des Irlandais Unis de Theobald Wolfe Tone – écrasé par les troupes anglaises lors de la grande insurrection de 1798 – le républicanisme irlandais trouve son inspiration dans l'idéologie de la révolution française. Les idéaux d'égalité expliquent largement l'adhésion de nombre de presbytériens qui en constituent le gros des troupes, malgré les conflits sectaires que connaît l'Irlande en cette fin de XVIII^e siècle. Mais c'est aussi l'opposition du clergé catholique face à un mouvement revendiquant l'exemple français qui contribue à l'échec de cette insurrection, ce qui va renforcer la méfiance et l'hostilité réciproques. Le républicanisme irlandais n'en connaîtra pas moins d'autres figures importantes d'origine protestante, tout comme cela a été plus généralement le cas pour le nationalisme irlandais aux XIX^e et XX^e siècles avec des leaders comme Charles Parnell. Le républicanisme s'impose comme l'une des branches de ce nationalisme irlandais, à côté du mouvement constitutionnaliste initialement porté par des protestants comme Henry Grattan, puis dominé par les catholiques avec O'Connell et l'Association Catholique dans la première

¹ Au sens où l'entendent les historiens anglo-saxons, c'est-à-dire sans faire la césure de l'école française entre période moderne et période contemporaine.

moitié du XIX^e siècle. Mais il n'en reste pas moins minoritaire, et prêt à utiliser la violence considérée comme légitime compte tenu de la sujétion coloniale imposée à l'Irlande. La structuration idéologique du mouvement doit beaucoup à ce XIX^e siècle agité par le romantisme, qui contribue – pas seulement en Irlande – à l'émergence de mouvements nationalistes rejetant l'appartenance aux anciens empires au profit d'une vision essentialiste de leur identité. C'est dans ce creuset marqué par la Grande Famine et par les rebellions de la Jeune Irlande puis de la Fraternité Républicaine Irlandaise en 1848 et 1867 que va se forger le républicanisme irlandais contemporain. En substance, le républicanisme se reconnaît davantage dans la définition de la nation proposée par Sieyès² que dans celle de Disraeli,³ et la supériorité de l'intérêt de la Nation – en l'occurrence irlandaise – sur toute autre considération justifie le rejet d'institutions parlementaires britanniques, donc étrangères à celle-ci, ainsi que le recours à tous les moyens disponibles pour défendre son intégrité.

Mais le corps de doctrine républicain irlandais ne peut se résumer aux concepts révolutionnaires français en matière de nation et de citoyenneté : la légitimité de la nation irlandaise se trouve dans son ancienneté, dans un récit qui la fait remonter à une antiquité qui a laissé une culture en héritage, à quoi viennent s'adjoindre d'autres épisodes précédant la conquête anglaise comme le rayonnement intellectuel médiéval ou le mythe de Brian Boru. Ce roman historique qui sert de substrat à tout le nationalisme irlandais à partir du XIX^e siècle fait également partie du corpus républicain, mais dans une perspective qui n'est pas non plus sans rappeler Sieyès. Lorsque ce dernier vante le Tiers Etat défini d'origine gallo-romaine, comme la véritable nation, c'est aussi pour considérer que la noblesse, d'origine germanique, est étrangère à celle-ci et ne s'est imposée que par la conquête. Pour le républicanisme irlandais, la nation est également spoliée par la conquête des *Sassenach*, et la nation ne pourra recouvrer ses droits qu'avec l'extinction de la présence coloniale britannique en Irlande qui doit être obtenue par tous les moyens, les thématiques chrétiennes et celtiques du culte des

² « La nation existe avant tout. La Nation est à l'origine de tout, sa volonté est toujours légale. La nation est la loi elle-même » [Sieyès 53].

³ "A nation is gradually created by a variety of influences — the influence of original organisation, of climate, soil, religion, laws, customs, manners, extraordinary accidents and incidents in their history, and the individual character of their illustrious citizens. These influences create the nation — these form the national mind, and produce in the course of centuries a high degree of civilisation. If you destroy the political institutions which these influences have called into force [...] you destroy the nation. [...] Although all society is artificial, the most artificial society in the world is unquestionably the English nation. Our insular situation and our foreign empire, our immense accumulated wealth and our industrious character, our peculiar religious state, which secures alike orthodoxy and toleration, our church and our sects, our agriculture and our manufactures, our military services, our statute law, and supplementary equity, our adventurous commerce, landed tenure, and unprecedented system of credit, form, among many others, such a variety of interests, and apparently so conflicting, that I do not think even the Abbe Sieyès himself could devise a scheme by which this nation could be absolutely and definitely represented.[...] Unlike the levelling equality of modern days, the ancient equality of England elevates and creates. [...]The framers of the English constitution were fortunately not of the school of Abbe Sieyès" [Disraeli].

martyrs et du sacrifice devenant des *modus operandi* de cet objectif. Ainsi Cuchulainn, le héros mythique du cycle de la Branche Rouge d'Ulster, devient-il un symbole revendiqué du républicanisme, tout comme le sont les sacrifices des militants et les victimes de *Bloody Sunday* en 1972. Les écrits de Pearce au début du XX^e siècle montrent toute l'importance donnée au culte des martyrs et l'enjeu vital du sacrifice, le sang des patriotes permettant de régénérer la Nation. C'est aussi dans cette perspective qu'il faut comprendre l'insurrection des Pâques sanglantes de Dublin en 1916, dont Pearce est un des chefs. La date de la Résurrection n'a évidemment pas été choisie au hasard, et l'entreprise, militairement désespérée et vouée à l'échec, parvient quand même partiellement à ses objectifs puisqu'aux élections de 1918, *Sinn Fein*, perçu comme le parti de l'insurrection de 1916, obtient une écrasante victoire historique qui est à l'origine de la création de l'État Libre.

Mais seulement partiellement. Le statut de l'État Libre et la partition de l'île suite au traité de 1921 qui suit le conflit anglo-irlandais, ne peuvent satisfaire les républicains irlandais orthodoxes. La lutte devait conduire à la création d'une république irlandaise indépendante, elle aboutit à une séparation entre un Nord toujours britannique, et un Sud dont le statut est celui d'un Dominion de la Couronne. Cette situation provoque une guerre civile entre 1922 et 1923, perdue par les républicains, et le conflit irlandais structure de manière pérenne l'expression politique des diverses sensibilités. Les partisans de l'État Libre se regroupent dans le *Cumann na nGaedheal* qui donnera plus tard le *Fine Gael*, tandis que les républicains se scindent en deux groupes rapidement antagonistes : le *Fianna Fail* créé en 1926 par Eamon De Valera, qui après l'échec de la guerre civile abandonne la lutte armée et se parlementarise, et le *Sinn Fein*, qui rejette la légitimité des institutions du Nord comme du Sud et demeure lié à l'IRA, branche militaire née du conflit anglo-irlandais et devenue illégale.

Le constat que l'on peut faire est que le mouvement républicain est fondé sur les postulats suivants : la supériorité de la Nation sur toute autre considération, la légitimité de l'indépendance qui en découle, la légitimité de l'utilisation de tous les moyens disponibles pour parvenir à cet objectif. Les institutions issues de compromis qui n'épousent pas ces fondamentaux sont en conséquence perçues comme illégitimes et à caractère colonial ou acceptant la compromission avec le colonisateur. Le caractère essentialiste que l'on trouve dans le nationalisme républicain du début du XX^e siècle n'est pas surprenant, il s'inscrit dans les courants de pensée dominants de l'époque en Occident. Il n'est donc pas étonnant qu'il ait évolué parallèlement aux évolutions de son contexte occidental, même si l'Irlande a fait longtemps figure de bastion conservateur face aux idées nouvelles, que ce soit au Sud devant le nouvel œcuménisme qui émerge suite à Vatican II, ou au Nord avec l'hostilité face aux demandes d'égalité des droits civiques de la minorité catholique considérée comme un cheval

de Troie nationaliste. C'est dans le courant de ces années que le républicanisme irlandais fait évoluer son discours. D'abord du fait d'une infiltration marxiste de l'*IRA* et du *Sinn Fein*, qui vont axer leur stratégie sur l'union des travailleurs protestants et catholiques dans la perspective de lier l'émancipation nationale à l'émancipation sociale.⁴

L'échec de cette stratégie avec l'éruption de la violence communautaire en Irlande du Nord à partir de 1968 conduit à une nouvelle scission dans le mouvement avec l'émergence des *Provisionals* : un *Sinn Fein* et une *IRA* dissidents dont le commandement se trouve au Nord se constituent et deviennent entre le début des années 1970 et le milieu des années 1980 les porteurs du républicanisme orthodoxe, face à un *Fianna Fail* qui revendique toujours la réunification mais qui a abandonné toute référence à d'autres moyens que ceux imposés par le cadre institutionnel, et face à un *Sinn Fein* « Officiel » qui abandonne progressivement toute référence au républicanisme traditionnel jusqu'à changer son nom en « Worker's Party » et adopter une ligne marxiste-léniniste pro-soviétique, qui l'a conduit aujourd'hui à n'être plus qu'un groupuscule.⁵

Le discours tenu par les « Provos » est teinté d'idéologie tiers-mondiste, ce qui paraît logique compte tenu des évolutions internationales : le mouvement veut s'inscrire dans la logique des processus de décolonisation et d'affirmation du droit des peuples. On perçoit aussi des considérations qui l'inscrivent dans une gauche nationaliste que l'on retrouve également dans d'autres mouvements auxquels les provos font référence en fin de XX^e siècle : le nationalisme basque, et aussi l'ANC sud-africaine dont l'exemple est important. Si l'abandon des références à une idéologie essentialiste et le progressisme affichés sont sincères, cela ne doit pas pour autant masquer le fait que les « Provos » se revendiquent d'une orthodoxie républicaine indéniable sur les fondamentaux évoqués précédemment. La revendication de la légitimité de la lutte armée, la prééminence de la nation sur toute autre considération y compris la représentativité démocratique, et l'impossibilité de tout compromis perçu comme compromission, conduisaient les « Provos » à inévitablement privilégier l'option militaire des années 1970 au début des années 1990, option renforcée par l'hostilité et la violence des groupes paramilitaires loyalistes envers la minorité catholique, et par la stratégie de criminalisation du mouvement développée par les autorités britanniques.

John Whyte a souligné que l'interprétation nationaliste traditionnelle de l'histoire irlandaise pouvait se résumer ainsi : le peuple et la terre d'Irlande forment une seule nation, la responsabilité de la division incombe au colonisateur [Whyte 117]. On peut considérer que la

⁴ On retrouve ici l'influence de James Connolly, leader syndicaliste qui était un des chefs de l'insurrection de 1916, et dont la mémoire est évoquée pour justifier le gauchissement du discours républicain.

⁵ Les votes de première préférence en république d'Irlande n'ont pas dépassé 0,7% des inscrits depuis 1992. La date est révélatrice : en 1989 le *Worker's Party* représentait encore 5% des voix de première préférence. La chute de l'Union Soviétique et le processus de paix en Irlande ont achevé de décrédibiliser le mouvement.

doxa des « Provos » et le culte des martyrs qui accompagne celle-ci contribuent également à donner au mouvement un caractère messianique. En principe l'acceptation contemporaine de ce terme renvoie aux noms donnés à divers mouvements religieux à caractère politique du Tiers-monde, qui professent la venue d'un messie qui établira un nouvel ordre, ou plus précisément qui rétablira un ordre originel. Cette définition s'applique évidemment mal au mouvement républicain irlandais, sauf si l'on considère que c'est lui-même qui joue le rôle du messie. Dans ce cas, l'origine étymologique du terme devient significative : le latin *messias* est issu de l'araméen *meshiha* qui signifie « oint, sacré par le Seigneur ». Dans la tradition judaïque, le messie est celui qui guide le peuple d'Israël et le rétablit dans ses droits. Le mouvement est donc investi d'une mission à caractère sacré.

Toutefois les années 1980 vont modifier des paramètres importants qui ont conduit le mouvement républicain à une évolution majeure. On peut distinguer deux périodes dans les discours nationalistes irlandais : la première commence à la fin du XVIII^e siècle et s'est concentrée sur le principe d'auto-détermination, même si celui-ci a pu être perçu différemment par nationalistes constitutionnels et républicains. La seconde est la conséquence de la partition de l'île par le *Government of Ireland Act* de 1920 et le traité anglo-irlandais de 1921 : le conflit au Nord est le produit de la partition de l'île, et donc la réunification devient un thème essentiel. C'est ce qui ressortait des conclusions du *New Ireland Forum* de 1984 qui avait rassemblé tous les partis nationalistes constitutionnels de l'île, mais c'est également un élément central des discours des leaders *Provos*, qui se désintéressent de la question de la légitimité des institutions du Sud pour se concentrer sur la réunification présentée comme objectif principal de leur combat. La question de la réunification est donc susceptible de rassembler les diverses composantes du nationalisme irlandais au-delà des clivages traditionnels.

En résumé, l'abandon de la question de l'illégitimité des institutions du Sud par les républicains les a conduits à concentrer leur attention et donc leur message sur la nécessaire disparition de la frontière, ce qui impliquait un retrait militaire et politique des Britanniques et leur soutien au processus de réunification de l'Irlande.

Mais qu'en est-il de la population unioniste du Nord qui ne veut pas de la réunification ? Jusqu'au début des années 1990 rien ne semble pouvoir évoluer : pour les républicains, l'unionisme a été créé artificiellement par la présence coloniale britannique, et il disparaîtra naturellement avec la réunification, c'est ce que nous dit Gerry Adams, le leader de *Sinn Féin* : « We need them because a peaceful, just and united society in Ireland must include them and because the Protestant working class are our brothers and sisters » [Adams 11]. Ce refus de reconnaître la légitimité d'une identité unioniste irlandaise n'était toutefois pas

unanime : le courant d'historiens révisionnistes irlandais qui s'est développé dans la deuxième moitié du XX^e siècle et qui a eu une influence non négligeable en république d'Irlande a eu au contraire tendance à privilégier l'idée que la phase coloniale était terminée, et que l'unionisme participait d'une autre conception de l'identité nationale que celle professée par les nationalistes. En d'autres termes qu'il y avait bien une autre identité irlandaise, ancrée dans l'histoire, qui revendiquait son lien à la Grande-Bretagne et qui avait développé une lecture de l'Histoire qui entraînait en conflit avec le roman historique nationaliste. La reconnaissance par les républicains de la légitimité d'une autre tradition et de sa représentation politique était donc une pré-condition nécessaire à tout règlement du conflit nord-irlandais.

Ces années 1980 sont un tournant car elles voient le mouvement républicain amorcer une conversion au parlementarisme. Ce processus prend sa source dans les grèves de la faim de 1981. Les prisonniers républicains entamèrent une grève de la faim pour exiger que leur soit rendu le statut de prisonniers de guerre et, pour soutenir leur action spectaculaire, *Sinn Fein* présenta plusieurs d'entre eux aux élections au Nord et au Sud, en contradiction avec sa politique habituelle de non-participation. Les résultats dépassèrent de loin la base traditionnelle du mouvement puisque celui-ci, capitalisant sur l'émotion produite par la grève⁶ obtint au Sud des élus qui privèrent *Fianna Fail* d'une majorité absolue à la Chambre, tandis qu'au Nord, Owen Carron et Bobby Sands, le chef des prisonniers républicains, étaient élus à la Chambre des Communes. La démonstration était faite que, dans des conditions propices, le *Sinn Fein* pouvait devenir une force politique incontournable tant au Nord qu'au Sud, ce qui ne manqua pas d'inquiéter dans un premier temps les gouvernements irlandais et britannique qui renforcèrent leur stratégie de répression. Mais le changement qui se produisit alors est essentiel, car même si le mouvement républicain ne renonçait pas à la lutte armée, le rôle de *Sinn Fein* changeait fondamentalement : de porte-parole d'un mouvement essentiellement militaire, *Sinn Fein* devenait un parti politique, ce que confirmait en 1986 l'abandon de la doctrine d'abstention qui implicitement, même si cela était officiellement pour des raisons purement tactiques, impliquait que les républicains acceptaient de placer leur combat idéologique dans un cadre institutionnel. Comme le remarque Kevin Bean: « Formerly the Provos had no identity but violence, [...] what began as a tactical shift [...] has itself acted back on the movement, changing it in ways it was not prepared for » [Bean 9]. Cette transformation va être accompagnée par des changements majeurs sur le plan international : la fin de la guerre froide qui contribue à affaiblir l'*IRA* qui ne peut plus compter sur l'aide militaire apportée par l'Est et ses alliés, l'arrivée de l'administration Clinton qui ne fait pas mystère de son intérêt pour la question nord-irlandaise, l'intégration économique européenne

⁶ Dix prisonniers moururent pendant cette grève de la faim.

qui fait que les programmes communautaires traitent l'Irlande comme une seule entité, mais surtout l'exemple sud-africain de sortie négociée de l'apartheid qui n'est pas sans influence sur un mouvement républicain. Celui-ci comme on l'a vu plaçait son combat dans un cadre rhétorique et une perspective de libération nationale inspirée des mouvements tiers-mondistes et de l'ANC, or l'arrivée au pouvoir de Nelson Mandela devient un exemple de la primauté du politique sur le militaire. Le mouvement républicain est alors confronté à un choix majeur : sur le plan politique, il est largement ostracisé à l'extérieur et, à l'intérieur, il piétine, restant peu représentatif au Sud tandis qu'au Nord il n'est que le deuxième parti nationaliste derrière le *SDLP*, le parti constitutionnel dirigé par John Hume. La lutte armée pose un double problème : elle empêche la progression politique de *Sinn Fein*, et en même temps elle risque de conduire le mouvement à l'asphyxie. C'est à partir de 1988, grâce à l'implication de John Hume, que des discussions puis des négociations vont progressivement s'engager, avec des difficultés liées à la faiblesse du gouvernement Major. Mais le cessez-le-feu de 1994 démontre que le politique a pris le pas sur le militaire, et l'arrivée au pouvoir de Tony Blair en 1997 relance un processus de paix qui trouve un premier aboutissement avec la signature de l'accord du Vendredi Saint en 1998. Cet accord est le fruit d'une négociation dont personne n'a été écarté, et qui conduit à des modifications constitutionnelles importantes : la république enlève de sa constitution la revendication de souveraineté sur le Nord, le parlement britannique passe une nouvelle loi qui abroge le statut de 1920 et confirme que l'autodétermination du Nord peut être librement exercée par référendum, la stratégie de criminalisation est abandonnée, de nouvelles institutions sont créées au Nord sur un modèle consociatif obligeant à un partage du pouvoir entre les partis représentatifs des deux traditions [Bévant 2018].

Restaient les épineuses questions du statut de la police, du démantèlement de l'arsenal de l'IRA et du statut des prisonniers politiques. Les premières ont été réglées après de longues tractations à la suite desquelles *Sinn Fein*, devenu depuis premier parti nationaliste au Nord, soutenait la création du *Police Service of Northern Ireland (PSNI)* en remplacement de l'ancienne *Royal Ulster Constabulary*. La mise hors service des armes a pu se faire sous un contrôle international présidé par le général canadien De Chastelaing. Dans les deux cas on constate que les formes sont au moins aussi importantes que le fond : la terminologie évite soigneusement toute référence au Royaume-Uni dans l'appellation des nouvelles forces de police appelées à connaître un rééquilibrage dans la représentation entre les communautés catholique et protestante. Le désarmement s'est effectué dans un cadre international : l'IRA a accepté de désarmer sous contrôle international pour respecter les accords, elle n'a pas rendu les armes ce qui aurait eu une tout autre portée symbolique.

Reste le sujet de la libération et de la réintégration dans la vie civile des prisonniers paramilitaires, et cette question est hautement significative de la transition que connaît le mouvement républicain. Dans le contexte nord-irlandais, il convient de garder à l'esprit que les paramilitaires républicains (et a loyalistes) furent emprisonnés dans un contexte de quasi-guerre civile et de conflit armé dans lequel leur rôle et leurs responsabilités en tant que militants étaient centrales, ce qui éclaire au passage pourquoi les prisonniers ont eu leur mot à dire dans les négociations. À l'issue de celles-ci toutefois, leur libération est intervenue alors que le processus de paix avait conduit à l'utilisation de méthodes pacifiques et constitutionnelles dans lesquelles les combattants n'avaient plus de place. Cela étant, ces derniers n'étaient pas livrés à eux-mêmes : l'expérience de la prison n'avait pas anéanti mais au contraire renforcé leur détermination et leur discipline militaire, et cet engagement a conduit ces prisonniers à élargir leurs champs de compétences : au nom de la cause, l'accent fut mis sur les apprentissages tant linguistique⁷ que professionnels. Comme le dit Laurence McKeown, co-fondateur du *Belfast Film Festival* et seul survivant des grèves de la faim de 1981 : « prison forged a sense of still being active on the wider Republican struggle on the outside » [McKeown 278]. À leur libération, la grande majorité des ex-paramilitaires républicains est donc sortie avec une détermination politique intacte, mais aussi avec un niveau d'éducation et de réflexion souvent considérablement renforcé, et ces ex-guérilleros ont immédiatement mis leur expérience et leurs compétences au service de leur communauté, du processus de paix soutenu par *Sinn Fein*, et bien sûr au service de ce dernier. Dans leur ouvrage sur la transformation du conflit nord-irlandais, Peter Shirlow, Karen McElrath et Kieran McEvoy montrent l'importance de leur contribution :

It is only as former prisoners and their families have moved from a resistant to a transitional characterization of incarceration and its consequences that space has been created for a more critical and reflective attitude towards prison, violence, and other experiences related to the conflict. [...] ex-prisoners have not lost their organisational and campaigning skills in this process [...] They are a key resource to ensure that the mistakes of the past do not return to bedevil the future in this jurisdiction. As one former prisoner noted: 'sometimes people think we are just about providing services. We are more than that. We are conflict transformers. Our group works with young people so as to dilute the rationale for violence...we also aim to establish contacts outside of our community. In particular, working with Loyalists is important...' [Shirlow, McElrath & McEvoy 98].

⁷ Beaucoup de prisonniers ont appris le gaélique en prison, d'où le jeu de mots *gaolic* qui s'était répandu dans les milieux républicains [Mac Ionnrachtaigh].

L'implication des ex-prisonniers passe par un réseau associatif très dense, qui ne s'arrête pas à l'Irlande du Nord mais s'étend très logiquement sur l'ensemble du territoire irlandais. Ce réseau est chapeauté par *Coiste na nIarchimi*, organisation parapluie fondée en 1998 pour faciliter la réintégration des ex-prisonniers politiques républicains. Bien que regardée avec une certaine suspicion par les autorités britanniques et irlandaises au début de son existence, *Coiste* a très vite dépassé le stade de la réinsertion des anciens prisonniers pour devenir une association extrêmement efficace en termes de collecte de moyens et de développement de l'économie sociale. Le témoignage de Mickey Culbert, un ancien prisonnier et membre fondateur, est éloquent :

The Coiste as an organization was set up in 1998-1999 [...] It was a time when peace money from Europe was on the go to assist marginalized communities. And all these independent associations were put together to get funding. [...] So the group was set up so that we could coordinate activities in the North and in the South, and funding received. [...] Money comes from Europe and from agencies set up by the British Government in the North and by the Irish Government in the South and they decide for the funding. [...] We are subjected to very rigid audits, accounts and procedures [...] But we have improved over the years to be a very professional, very professionally run organization and we are very proud of that⁸.

Un facteur important pour comprendre le succès rencontré des deux côtés de la frontière par *Coiste* et ses associations est la diversité des services proposés par les ex-activistes. Il y a environ vingt associations locales, de Letterkenny à Sligo en passant par Derry, Dublin, Kerry, Belfast, Dundalk...qui recouvrent l'ensemble de l'Irlande et qui dépendent d'un bureau central à Dublin ou à Belfast en fonction de leur localisation. *Coiste* est une organisation qui transcende la frontière Nord/Sud, ce qui n'est guère surprenant, mais elle transcende également les frontières sociales et politiques traditionnelles. Un exemple est le programme PNB (*Process of Nation Building*), qui a bénéficié d'un financement européen et dont la philosophie est rappelée par Rosinna Browne, en charge de son développement :

PNB stands for the Process of Nation Building, whereby we are going to talk to Churchmen, Unionist people, Trade Unions, in fact anybody who wants to talk to us. [...] So I talk to victims of IRA violence [...] if we can break down that an inch we are doing a good job and it is not through violence, it is through talking and listening⁹.

⁸ Mickey Culbert, entretien avec l'auteur le 1 mai 2004, première citation dans « Former Republican Prisoners in Northern Ireland, from Reintegration to Social Politics », communication au colloque *Ireland and Victims: Recognition, Reparation, Reconciliation ?* Rennes, 9-11 septembre 2010.

⁹ Rosinna Brown, entretien avec l'auteur, 13 mai 2004. Première citation dans « Former Republican Prisoners in Northern Ireland, from Reintegration to Social Politics », communication au colloque *Ireland and Victims:*

Très clairement, l'approche n'est pas centrée sur les ex-prisonniers politiques, ni même sur la communauté nationaliste, mais sur la réconciliation, dans la perspective d'un projet inclusif permettant aux ex-prisonniers devenus travailleurs sociaux de contribuer à l'émergence d'un projet national pour toute l'Irlande, et pour tous les Irlandais. C'est ce que l'on retrouve également dans le « tourisme politique », c'est-à-dire les visites touristiques organisées à Belfast sous le nom de « Political Tour » à destination des touristes, dont les premiers financements européens ont été obtenus par *Coiste*, et qui rassemble des ex-paramilitaires républicains et loyalistes autour de visites guidées des lieux historiques des « Troubles ».

Les anciens guérilleros de l'IRA n'ont pas abdiqué leurs convictions, mais ils ont redirigé leurs efforts : aux spécialistes des explosifs et des fusils d'assaut se sont substitués des travailleurs sociaux engagés et bien formés, militants de la cause dans toute l'Irlande, auprès de toutes les communautés acceptant le dialogue, et utilisant avec intelligence les crédits nationaux et surtout européens qui leur sont alloués, au service de la réconciliation et aussi de l'idée de réunification. Ce n'est pas que l'Irlande du Nord, mais toute l'Irlande qui est aujourd'hui témoin d'une redéfinition du républicanisme irlandais, non pas dans ses buts, mais dans sa stratégie et dans les moyens à mettre en œuvre. L'approche communautaire n'est pas nouvelle mais elle a pris une tout autre dimension. Pendant le conflit, la campagne militaire était la priorité, aujourd'hui l'accent est clairement sur les questions de justice sociale, de pauvreté, d'exclusion, de genre et de droit des femmes et des minorités sur l'ensemble du territoire irlandais, ce qui reflète le discours de *Sinn Féin*, et qu'a favorisé la quasi-disparition *de facto* de la frontière du fait de l'intégration européenne. Dans cette perspective, les ex-prisonniers et *Coile* ont contribué à donner toute leur place aux solutions politiques, et à reléguer l'option militaire aux livres d'histoire.

On pourrait clore là le chapitre, mais les faits sont têtus : *de jure* il y a toujours une frontière d'État entre les deux Irlande, et la problématique du Brexit est en train de le rappeler de la manière la plus douloureuse qui soit. Le premier constat est que le manque de discernement de David Cameron, puis la gestion désastreuse de Teresa May ont remis la question d'Irlande du Nord au cœur des préoccupations européennes. La frontière entre les deux Irlande est aujourd'hui la seule frontière terrestre entre le Royaume-Uni et l'UE, ce qui induit des conséquences potentiellement dramatiques pour les équilibres qui ont été trouvés depuis 1998. La normalisation, on l'a vu, a pu intervenir à la suite d'un long processus, dans

Recognition, Reparation, Reconciliation ?, Rennes, 9-11 septembre 2010. Rosinna Brown est elle-même une ancienne prisonnière républicaine.

lequel la focalisation sur l'effacement de la frontière a joué un rôle crucial. À l'heure où cet article est écrit, tous les responsables politiques jurent la main sur le cœur qu'aucune frontière physique ne sera rétablie entre les deux Irlande quelle que soit l'issue des négociations avant la sortie du Royaume-Uni fin mars 2019. On a peine à croire ces déclarations d'intention, puisque la solution d'une union douanière est rejetée par Londres, et celle d'un statut spécial du Nord qui resterait dans l'UE tout en étant politiquement membre du Royaume-Uni est rejetée par les unionistes nord irlandais du DUP dont le vote détermine la survie du gouvernement britannique, ainsi que par une partie conséquente des élus conservateurs. Cette situation n'est pas sans rappeler celle des années 1995-1997, durant lesquelles le gouvernement Major très affaibli à la Chambre des Communes se montrait incapable de résister aux exigences les plus ultras des unionistes, quitte à faire dérailler le processus de paix. Des pressions considérables ont été exercées sur le *Sinn Fein* pour que ses élus prennent leur siège à Westminster et neutralisent l'influence loyaliste, ce à quoi *Sinn Fein* a opposé une fin de non-recevoir, et on le comprend : il n'y a que des coups à prendre et aucun bénéfice à attendre d'une telle stratégie qui servirait des intérêts éloignés de ceux défendus par le parti républicain. Il reste aujourd'hui qu'un processus de normalisation par lequel un mouvement protestataire perçu comme sectaire est devenu – notamment par la conversion de ses militants les plus aguerris – un garant de la stabilité politique des relations inter-irlandaises, risque d'être remis en cause par la réintroduction d'une frontière physique entre les deux Irlande dont les intérêts – notamment économiques – sont totalement imbriqués. Cette conversion républicaine s'est faite sur le postulat que le combat politique était plus porteur à terme que la lutte armée. Si demain, à cause d'un Brexit « dur », de nouveaux *checkpoints* sont installés sur les routes des comtés frontaliers, le moins qu'on puisse supposer est que l'avenir ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices.

Conclusion

La question d'Irlande du Nord relève d'un conflit entre intérêts communautaires antagonistes, et en conséquence d'un conflit issu d'interprétations divergentes de l'Histoire. Le républicanisme irlandais contemporain constitue l'une de ces interprétations, et il s'est caractérisé par une propension à la fragmentation du fait d'un corps de doctrine que l'on pourrait qualifier de « messianique »: la Vérité dont le républicanisme se veut le héraut ne pouvait faire l'objet d'aucune négociation, d'aucun compromis, ce qui explique que l'histoire du mouvement républicain est jalonnée de scissions qui ont suivi chaque concession majeure, la plus sanglante étant celle de la guerre civile de 1922-23 entre partisans et adversaires du

traité de 1921. Toutefois l'IRA et le *Sinn Fein* provisoires (« Provisionals »), tendance radicale issue de la montée de la violence à la fin des années 60 au Nord et devenue majoritaire dans le mouvement républicain, ont conduit ce dernier à un carrefour de sa propre histoire. La participation croissante aux processus politiques a conduit à l'ébauche puis à l'affirmation d'une stratégie pragmatique conduisant à l'abandon de la lutte armée et au compromis, ce qui contredit fondamentalement la posture messianique du mouvement. L'acceptation de l'accord du Vendredi Saint a conduit à une redéfinition des stratégies fondamentales du républicanisme irlandais contemporain et des formes de son combat, ce que reflète l'évolution des ex-prisonniers républicains et le rôle joué par leurs organisations, en particulier *Coiste na nIarchimi*. Comme le souligne le plus célèbre d'entre eux, Laurence McKeown, seul survivant des grèves de la faim de 1981 : « Prisoners of war began to see themselves not as casualties of war, but as political activists, as agents of change » [McKeown 278]. L'émergence d'une organisation comme *Coiste na nIarchimi*, issue de l'accord du Vendredi Saint et présente sur l'ensemble du territoire irlandais, est l'expression de cette transformation. Initialement conçue comme une association permettant la réinsertion des ex-prisonniers, elle s'est progressivement transformée en un réseau extrêmement structuré qui combine action sociale et laboratoire d'idées sur l'avenir de l'Irlande, et dont l'influence idéologique s'étend bien au-delà des cercles républicains traditionnels.

Au sectarisme issu de l'approche messianique et de l'affrontement armé, le *Sinn Fein* a substitué une logique – doit-on parler de stratégie ? – de tolérance inclusive et pacifique, logique qui a contribué à dissiper l'image sulfureuse du mouvement, à le normaliser, et à populariser le but ultime vers lequel il tend: la réunification de l'Irlande, même si cela doit se révéler entreprise de longue haleine. Mais la question du Brexit vient aujourd'hui remettre en cause un processus commencé à la fin du siècle dernier, en replaçant au cœur de la problématique la question de la frontière qui, au-delà de l'aberration économique qu'elle représente, est devenue dans la deuxième moitié du XX^e siècle le point d'achoppement principal et la source de la négociation. Son effacement *de facto* avait été un facteur majeur d'apaisement et de réconciliation entre les traditions antagonistes, entre les deux Irlande, et entre les deux États. Sa réactivation dans la perspective d'un Brexit « dur » mettant fin à l'intégration économique entre les deux parties de l'île ne peut qu'inquiéter tous les observateurs qui connaissent l'histoire compliquée des relations anglo-irlandaises et irlando-irlandaises, et celle du mouvement républicain irlandais. On laissera le dernier mot de cette conclusion à Laurence McKeown, il est éloquent :

The European Union has put an awful lot of money into Ireland with the three peace programmes. The peace programme was originally for peace and reconciliation [...] Because of Brexit, it means that there's uncertainty about the funding beyond December 2018. If the EU funding hadn't been available a lot of work that I do with ex-prisoners groups wouldn't have happened because there wouldn't have been that level of funding, that level of engagement. So, in terms of Brexit, I mean at the moment there is no answer to it [Reinisch 238].

Bibliographie

ADAMS, Gerry. *A Pathway to Peace*. Dublin: The Mercier Press, 1998.

BARDON, Jonathan. *A History of Ulster*. Belfast: Blackstaff Press, 1992.

BEAN, Kevin. *The New Departure*. University of Liverpool, The Institute of Irish Studies, 1994.

BENNOUNE, Mahfoud. *The Making of Contemporary Algeria, 1830-1987*. Cambridge : CUP, 2002.

BEVANT, Yann. « La transformation idéologique du mouvement républicain irlandais à la fin du vingtième siècle. Trouver les mots pour résoudre les maux. » M. Schuwer, éd. *Parole et Pouvoir, enjeux politiques et identitaires*. Rennes : PUR, 2005. 149-66.

———. « Un exemple de résolution de conflit communautaire post-colonial : La transition institutionnelle en 'Ulster' ». *L'Avenir institutionnel de la Nouvelle Calédonie*. Actes du colloque des 17 et 18 novembre 2017. Jean-Marc Boyer, Mathias Chauchat, Géraldine Gireaud et al., dirs. Nouméa : PUNC, 2018. 71-89.

DEUTSCH, Richard et al. *Les Républicanismes irlandais*. Rennes : Terre de Brume/Pur, 1997.

DISRAELI, Benjamin. "The Spirit of Whiggism." *The Times*, June 13-July 14, 1836. Chapter 4, The English Constitution. <https://ebooks.adelaide.edu.au/d/disraeli/benjamin/spirit-of-whiggism/complete.html>, dernière consultation 24/02/2019.

FERON, Élise. *La Harpe et la couronne. L'imaginaire politique du conflit nord-irlandais*. Villeneuve d'Ascq : Septentrion, 2000.

JOANNON, Pierre. *Histoire de l'Irlande et des Irlandais*. Paris : Perrin, 2006.

MAILLOT, Agnès. *Les Républicains irlandais*. Caen: PUC, 2001.

MAC IONNRACHTAIGH, Feargal. *Republican Prisoners and the Irish Language Revival*, https://www.youtube.com/watch?v=4i_fpzoe3Vw dernière consultation 25/02/2019.

MCKEOWN, Laurence. *Out of Time: Irish Republican Prisoners, Long Kesh, 1972–2000*. Belfast: Beyond the Pale Publications, 2001.

New Ireland Forum Report. Dublin: The Stationery Office, 1984.

REINISCH, Dieter. "Interview with Former Political Prisoner, Irish Republican Activist, and Playwright Laurence McKeown." *Studi irlandesi. A Journal of Irish Studies* 7 (2017): 223-39.

RUANE, Joe and Jennifer TODD. *After the Good Friday Agreement. Analysing Political Change in Northern Ireland*. Dublin : UCD Press, 1999.

SIEYES, Emmanuel Joseph. *Qu'est-ce que le Tiers-État ?* 3ème édition de 1789. Editions Le Boucher, 2002.

SIRLOW, Peter, Karen MCEL RATH, Kieran MCEVOY. *Resistance, Transition and Exclusion: Politically-Motivated Ex-Prisoners and Conflict Transformation in Northern Ireland*. Belfast: Political Violence and Terrorism Studies, 2004.

SLABY, Alexandra. *Histoire de l'Irlande de 1912 à nos jours*. Paris : Tallandier, 2016.

STORA, Benjamin. *Histoire de l'Algérie coloniale (1830-1954)*. Paris : Éditions le Sureau, coll. « Repères », 2004.

WHYTE, John. *Interpreting Northern Ireland*. Oxford: OUP, 1990.

Yann BÉVANT est Maître de conférences en langues et littératures anglaises et anglo-saxonnes à l'Université de la Nouvelle Calédonie, directeur de TROCA (Trajectoires d'OCéanie), Responsable pédagogique des filières anglais LLCER et LEA, chargé de mission Centre de Ressources en Langues pour la restructuration des enseignements en anglais à l'université de la Nouvelle Calédonie. Son domaine de recherche englobe les relations anglo-irlandaise, l'histoire irlandaise contemporaine, ses travaux les plus récents portent sur des études comparées des sociétés minoritaires ou minorisées et des conflits communautaires.